

Article

« Québec/Brésil : les relations diffractées »

Jean Morisset

Études littéraires, vol. 16, n° 2, 1983, p. 277-287.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/500611ar>

DOI: 10.7202/500611ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

QUÉBEC/BRÉSIL : LES RELATIONS DIFFRACTÉES!

jean morisset

« Monsieur n'est pas "canadiano", il est "quebeceiro". Avez-vous oublié le mot de de Gaulle "Viva o Quebec livre" », précise un libraire de Rio de Janeiro à un ami qui vient de me présenter comme canadien. Peut-être mon interlocuteur a-t-il employé l'appellation « canadien » au sens propre qui est celui de « québécois », comme tous les historiens vous le diront en secret ! Mais une autre question me lancine : « "Qui est ce de Gaulle ?" m'empressai-je de demander. "Est-ce le général européen qui avait proclamé trois ans plus tôt sur le sol caraïbéen "Martiniquaises, Martiniquais, mon Dieu que vous êtes Français" ? Ou serait-ce alors le personnage qui était venu vous dire à vous les Brésiliens, lors du même périple, je crois : "Le Brésil... mais ce n'est pas sérieux !" ? »

Comme vient de le rappeler le romancier Antonio Callado (voir le numéro de septembre 1982 du *Magazine littéraire* consacré aux écrivains brésiliens), on sait que régnait à l'époque « la guerre des langoustes » qui opposait pêcheurs français et pêcheurs brésiliens. L'argument du Brésil voulait que les langoustes soient de nationalité brésilienne puisqu'elles « marchaient » sur la plate-forme continentale ; quant à la France, elle soutenait que les langoustes « nageaient au-dessus du fond marin », ce qui fait qu'elles étaient donc de nationalité apatride, c'est-à-dire à la disposition de tous, y compris la France. Quant à savoir si les langoustes martiniquaises étaient plus françaises qu'antillaises — chair blanche/carapace rouge — de Gaulle n'en avait glissé mot. Ce n'était sans doute pas sérieux !...

Ce qui est plus sérieux, c'est cet héritage équivoque qui incite mon interlocuteur brésilien à invoquer la France pour préciser mon identité. Est-ce que j'ai besoin d'un mot d'introduction de Salazar pour distinguer au loin le Brésil ? Toujours la même histoire qui se répète : se faire reconnaître non pas par la parole qui émane de mon pays mais par le discours

diffractant que prononce l'autre sur mon pays. Pour dissiper tout malentendu, je m'empresserai de dire que nous, les « Latino-Américains du Nord », comme certains le prétendent, avons une existence distincte de celle que les autres en général et la France en particulier peuvent véhiculer. Nous ne sommes réductibles à personne d'autre et notre identité saute aux yeux de tous. À preuve, cet interrogatoire que me faisait gentiment subir un autre interlocuteur brésilien qui s'apprêtait à découvrir ma nationalité par déduction géographique.

— Ainsi, vous êtes d'origine américaine et votre langue n'est ni l'espagnol ni l'anglais. Voilà, j'ai trouvé. Vous venez assurément de l'une de ces îles françaises dérivant quelque part sous les alizés de l'histoire.

— Non, vous faites erreur.

— Eh bien, seriez-vous d'Haïti alors ?

— Non plus. Je ne suis pas issu, comment dirais-je, des mêmes circonstances géographiques. D'ailleurs, même si tous les pays s'entendent fort bien pour lui faire payer la chose à un prix monstrueux, Haïti est un pays indépendant, alors que mon pays ne l'est toujours pas. Et puis, si un tel renseignement peut vous aider, je vous dirai que de nombreux Haïtiens s'y sont réfugiés ces dernières années.

— Ah ! Il fallait le dire plus tôt. Je sais maintenant : vous êtes de « Cayena » (Guyane française).

Que faut-il ajouter de plus ? Les seuls Brésiliens qui m'identifieront du premier coup auront passé par Paris et quelquefois par la Nord-Amérique. Et il faudra bien que je m'avoue après quelque temps que le Québec n'est souvent connu au Brésil que par sa diffraction via Paris. Mais comment donc le Brésil, pour sa part, est-il connu au Québec en dehors du Carnaval de Rio ? Ceci est une autre histoire.

Les écrivains qui arrivent de Paris traduits du brésilien seront souvent insérés dans les rayons que nos librairies affectent à la littérature française. Ainsi, à l'exception de quelques auteurs hispano-américains trop connus, les livres traduits de la Sud-Amérique deviennent-ils commercialement des livres français ! Si bien que c'est Paris qui préside indirectement à nos taxonomies littéraires, lesquelles devraient refléter en principe notre propre conception du continent améri-

cain. Comment alors la Sud-Amérique peut-elle prendre conscience de la « différence québécoise » alors que le Québec s'inscrit déjà dans des classifications européennes ?

Comme les écrivains du Québec, sauf s'ils sont anglophones, n'ont généralement pas à être traduits en français pour entrer à Paris, ils ne seront en retour traduits en brésilien qu'au titre de la production littéraire française. Et le Brésil, pris également dans la même relation triangulaire qui nous diffracte tous, nous resservira à son tour l'ignorance de « notre » différence. À moins que des traductions anglaises de certains de nos textes ne parviennent éventuellement entre les mains de quelque spécialiste brésilien de l'Anglo-Amérique qui y découvrira peut-être une incongruité susceptible d'être explorée plus avant !

À l'instar des romanciers antillais, nous sommes donc coincés, par la force des choses, dans une espèce de France périphérique... alors que la moindre perspective panaméricaine nous révélerait plutôt une France qui s'estompe à la périphérie de l'Amérique. Une Amérique périphérique, c'est d'ailleurs ce que la France s'évertue à devenir chaque jour davantage dans sa relation souvent servile aux États-Unis et à sa littérature. Mais à quoi bon dire cela de la France puisque nous offrons nous-mêmes un rayon des plus privilégiés aux États-Unis et à l'Anglo-Amérique dans nos rapports globaux aux Amériques. Cela tient à des raisons de proximité territoriale, diront les géographes comme si cela expliquait tout ou, pire, justifiait tout. En fait, nous attribuons d'entrée de jeu une place particulière aux livres traduits de l'étatsunien, mais nous n'étendons pas cette place à toute l'Amérique. Que faut-il ajouter de plus ? Il est difficile de trouver une démonstration plus convaincante que le Québec n'appartient pas tout à fait, aux yeux des autres et à ses propres yeux, à cette Amérique dont Bolivar parlait toujours avec un grand « A », mais à quelque chose d'autre qui échappe aux catégories géographiques d'usage courant. Cependant, lorsqu'on y réfléchit tant soit peu, cela est un peu la même chose pour le Brésil. La formule elliptique « le Brésil et l'Amérique latine », qu'on entend à l'occasion, signifie d'abord que le Brésil forme en effet une entité à part.

Par son poids démographique (120 millions d'habitants, soit près de vingt fois le Québec) et sa masse territoriale (8.5 millions de km², soit quinze fois la France et... combien de fois le Québec, qui fait si fièrement trois fois la France, je le laisse deviner), le Brésil n'a bien sûr aucun besoin d'appartenir à une catégorie géographique autre que la sienne. Mais quels rapports peut-il donc exister entre le Brésil et le Québec, en dehors d'une aventure coloniale commune, qui est d'ailleurs le fait de tous les pays d'Amérique ?

Pour finir de vider cette question, il faut à nouveau faire intervenir la France ! Décidément, on n'y échappe pas. Sait-on qu'il est allé plus de colons français en Brésil-Guyane (pour la seule Guyane, 12 000 colons furent envoyés vers un échec retentissant à Kourou, l'année même de la Conquête du Canada par l'Angleterre) qu'il en est venu en Canada au cours de toute l'histoire coloniale française ? Et sait-on qu'une partie du nord-est brésilien eut pu devenir presque aussi facilement une seconde Nouvelle-France que le Canada n'avait de chance de rester lui-même canadien après la conquête britannique ? Car la France aura toujours tenu beaucoup moins au Canada qu'à tous les Brésils de son imagination, et c'est pourquoi elle aura abandonné le Canada et conservé la Guyane. Évidemment, on aura beau ausculter de mille et une façons les aruspices de l'histoire, cela ne changera jamais la réalité politique contemporaine. Surtout, cela ne fera jamais naître un second Québec en Amérique du Sud qui aurait modifié à jamais le rapport de force de la Franco-Amérique vis-à-vis des autres Amériques et évidemment vis-à-vis de l'Europe. Mais sait-on également que le Brésil est le pays d'Amérique où la France de l'entre-deux-guerres aura voulu exercer le plus d'influence, bien avant, me risquerais-je à dire, le Canada ? On reconnaît généralement qu'un Lévi-Strauss et qu'un Roger Bastide ont instauré en quelque sorte, par le biais de l'anthropologie, les sciences sociales au Brésil, pendant qu'un Pierre Deffontaines participait à la fondation des instituts de géographie de São Paulo et de Rio. Mais sait-on que Deffontaines mettait par la suite le cap sur le Canada pour enseigner à l'institut de géographie de l'université Laval ? Il aura été un des seuls à joindre le Tropique au Grand Nord dans une boucle continentale dont il serait difficile de mesurer les effets aujourd'hui. Mais qu'il s'agisse du Grand Nord, de l'Amazonie, des Tristes

Tropiques, des Îles Enchantées, du Brésil Luxuriant ou des U.S.A. Triomphants, la France a toujours été et demeure l'une des plus habiles créatrices et protagonistes de tous les mythes américains en Europe. Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Beaucoup plus qu'on ne pense.

Depuis Charles de Gaulle (l'aéroport), le Boeing d'Air France, et sa revue *Atlas* bilingue, français-anglais, à l'exemple de ce Pierre Elliott Trudeau auquel tous les P.D.G. hexagonaux rêvent de ressembler un jour, se rend à Rio et à New York transporter sa culture déficitaire et faire son plein d'Amérique autant de fois par semaine qu'il le peut. Eu égard à New York et à Rio, Montréal est alors d'une marginalité absolue vis-à-vis de Paris. Avec ses moins de trois millions d'habitants par rapport aux neuf millions de Parisiens, aux douze millions de New-Yorkais et aux plus de douze millions de carioques (cariocas), Montréal ne saurait être évidemment que marginale, surtout que les seules connurbations combinées de Rio de Janeiro et São Paulo, avec leurs vingt-cinq millions d'habitants, font quatre fois le peuple du Québec. J'hésite toujours à m'arrêter à ces données comparatives, de peur d'en ressortir avec un vertige géopolitique incommensurable. Mais elles aident sans doute à comprendre pourquoi les Brésiliens ont remplacé les Québécois sur les marchés parisiens des denrées culturelles exotiques... et pour tout dire, comment ils les avaient d'ailleurs devancés, me semble-t-il. Les films brésiliens tels *Orfeu Negro* et *Antonio das Mortes* ont connu et connaissent toujours en France une popularité et un succès que n'ont jamais atteint les films québécois. J'aurais bien envie de dire que *Orfeu Negro* est précisément le film d'un réalisateur français (Marcel Camus) qui se sera servi du Brésil comme d'une matière première culturelle pour la resservir aux Brésiliens eux-mêmes, ce que nous n'aurions jamais permis aux Français de faire. Mais cela n'est pas vrai. Le commandant Cousteau ne vient-il pas de faire son entrée en Amazonie en provenance directe du Saint-Laurent ? Et il y a je ne sais combien de coproductions France-Québec qui sont pensées en France, réalisées en Amérique et puis montées à Paris, pour mieux se « mixer » à la sensibilité française qui en contrôlera le contenu émotionnel et la diffusion commerciale. Que ce soit en cinématographie ou en littérature, le processus demeure le même.

Même si l'un et l'autre peuvent s'utiliser réciproquement comme contrepoids culturel à l'influence étatsunienne, la France a beaucoup plus besoin du Brésil que le Brésil n'a lui-même besoin de la France, tandis que le Québec?... Qu'en est-il donc de cet éternel reflux? La France a évidemment d'autant moins besoin du Québec qu'elle peut, dans un premier temps, le « louisianiser » à la façon de de Denuzière, pour mieux prétendre, dans un second temps, que nul ne saurait mieux qu'elle exprimer la différence québécoise à l'étranger. La France est devenue depuis longtemps l'Ottawa culturel du Québec qui devient lui-même le substrat d'à peu près tous. Quant au Brésil, il incarne précisément ce que les linguistes appellent un « métastrat », c'est-à-dire que l'ancienne métropole, le Portugal, est complètement noyée par l'ex-colonie. De bien des façons, le Brésil est donc au Portugal ce que la France est au Québec. Pour illustrer cet état de choses, les Brésiliens racontent que Lisbonne, devant la popularité au Portugal de certaines séries télévisées en provenance du Brésil, a instauré des mesures restrictives lorsqu'on a constaté que certains Portugais commençaient à s'exprimer avec un accent brésilien. D'ailleurs, l'une des pires insultes pour le Brésilien est de se faire traiter de Portugais : c'est sans doute l'équivalent du « maudit français » que servirait tendancieusement un Québécois à ses propres compatriotes!

On devine que les Brésiliens ne subissent pas la plaie d'un « portugais international ». À l'époque où le Québec tente parfois de plagier ce qu'il croit être les normes linguistiques d'une France qui ne demande qu'à s'inspirer linguistiquement des États-Unis, on se demande si le Québec n'aurait pas profité à examiner ce qui se passe ailleurs en Amérique. Autrement, le Québec sera toujours un substitut de la France que cette dernière continuera de considérer comme un substrat des États-Unis. Cela fait beaucoup de substractions, dont Ottawa n'aura jamais à relever les comptes puisque le Brésil, comme toute l'Amérique latine d'ailleurs, dans ses relations diplomatiques, perçoit le Québec comme un triple « substrat » — vis-à-vis de Paris, de Washington et d'Ottawa.

Depuis quelque temps, Ottawa considère le Brésil comme le pays prioritaire qui doit venir juste après les États-Unis d'Amérique, sur le plan des relations panaméricaines. C'est

ainsi qu'en juillet 1982 la « république fédérative des États-Unis du Brésil » dépêchait pour la première fois de son histoire un chef d'État à Ottawa.

Lors du passage du président João-Baptista Figueiredo sur la colline parlementaire, il n'y aura eu aucune querelle protocolaire du type triangulaire bien connu Ottawa-l'autre-Québec, pour la bonne raison que, malgré son prénom (Jean-Baptiste), le président aura passé tout à fait inaperçu en Terre-Québec. Ce pays de Brésil, que les observateurs ne se lassent d'appeler « le géant de l'hémisphère américain de demain », permettait alors à Pierre Elliott Trudeau de lancer une envolée nationaliste que tous les fédéralistes, républicains ou monarchistes, pouvaient attraper au lasso de leur ambition géopolitique. « Si les Canadiens n'y prennent pas garde, proclamait-il, il faudra appliquer au Brésil ce mot de Wilfrid Laurier qui disait que le XX^e siècle serait celui du Canada (rapporté dans *Le Devoir* du 21 juillet 82) ». Et pour célébrer cette mise en parallèle, on soulignait que les accords commerciaux Ottawa-Brasilia faisaient du Brésil « le second partenaire commercial le plus important du Canada dans l'hémisphère occidental ». Second partenaire après les États-Unis, car il faut bien signaler que, derrière ces proclamations grandiloquentes, c'est tout le rapport aux États-Unis qui se profile.

C'est en effet en référence à un XIX^e siècle qui aurait appartenu aux États-Unis que Laurier parlait d'un XX^e siècle « canadien ». Mais en parlait-il ainsi parce qu'il refusait de voir l'évolution qu'allait connaître le Québec ou parce qu'il ignorait tout du Brésil ? Huitième force économique du monde, non seulement s'agit-il d'une puissance qui a dépassé le Canada, mais le Brésil semble également être une construction politique apparemment dépourvue de « tout tiraillement québécois ». Wilfrid Laurier a donc perdu sur tous les plans. Mais quel beau rêve cependant pour ses successeurs que cette fédération unitaire du Brésil qui n'a pour seul Québec que son sous-développement de plus en plus relatif. Certains diront que la zone de Bahia-Recife, ses noirs et ses mulâtres, sont à l'identité brésilienne ce que le Québec et les autochtones sont à l'identité d'Ottawa, mais de telles comparaisons ne font que nourrir le rêve : « les Noirs ne sont pas séparatistes, ils jouent de la musique et dansent, la chose est bien connue ! »

C'est ainsi qu'entre 1964 et 1980, au mépris le plus total des droits humains, le Brésil aura réussi ce prodige de se donner successivement le plus grand nombre de transnationales qu'a jamais engendrées le capitalisme occidental. Paradis des transnationales, le Brésil était moins une république fédérative qu'une vaste société anonyme — « Brasil S.A. » — mise à la disposition de tous et maintenue au prix de la torture et de l'oppression généralisée. Mais voilà que depuis quelques années, la liberté d'expression a été rétablie, les syndicats ont recouvré leur droit d'exister, les prisonniers politiques ont été libérés et les exilés sont rentrés dans un pays qui s'est réveillé d'une lente léthargie. Selon la junte militaire elle-même, les élections du 15 novembre 1982 auront été d'une importance capitale pour le Brésil puisqu'elles constituent la première étape vers le retour inévitable à un gouvernement civil.

« À force de nous distribuer aux intérêts étrangers, peut-être réussissons-nous à battre l'impérialisme à son propre jeu », disait-on dans certains milieux il y a quelques années. On sait aujourd'hui que cela ne saurait être plus faux. L'écart entre riches et pauvres s'est accentué de façon dramatique dans un Brésil qui dévalue sa monnaie à intervalles réguliers, un Brésil qui demeure plus que jamais un géant dont le présent appartient aux autres pour mieux se conjuguer au futur. Dépassant les 85 milliards de dollars — le montant le plus élevé du Tiers-Monde — « la dette extérieure devrait être effacée d'un seul coup, me disait un informateur, puisque nous l'avons déjà payée par les ponctions qu'ont prises les multinationales sur le corps brésilien ».

Quels que devaient être les résultats de l'élection du 15 novembre 1982, on y décelait les signes avant-coureurs d'un changement politique qui pourrait dépasser les frontières du Brésil. Sans un gouvernement à tendance sociale-démocrate la soi-disant ouverture du régime militaire paraît un leurre, et les militaires assurent pour leur part que le socialisme se situe bien au-delà de la « véritable démocratie » dont ils veilleront à l'établissement puisqu'ils resteront de toute façon au pouvoir jusqu'en 1985. Le dilemme est donc d'autant plus total que le PDS (parti démocratique social), qui est le parti soutenu par le régime militaire, se trouve pratiquement nez à nez avec le PMDB (parti du mouvement démocratique brésilien) regroupant les forces d'opposition les mieux implantées dans le

pays. Quand on sait que le gouvernement a empêché le vote des analphabètes en obligeant chaque citoyen à inscrire lui-même sur son bulletin le nom du candidat retenu, on ne peut que conclure que l'opposition du régime gouvernemental qui restera en place dépasse les suffrages exprimés.

Cette élection marque donc une étape décisive dans l'évolution du Brésil du dernier quart de siècle. Et tous sont d'accord pour affirmer un fait : la prochaine décennie verra émerger peu à peu ce Brésil inconnu et occulté depuis toujours, dont nul ne peut réellement prévoir ce qu'il sera sinon un pays qui n'a pas vraiment commencé à s'exprimer et dont la richesse socio-culturelle prendra tout l'Occident par surprise.



Que conclure de toutes ces réflexions ? Le Québec a ceci de particulier avec le Brésil que les deux pays forment les pôles opposés de l'aventure coloniale européenne et de l'impérialisme étatsunien. D'un côté, un immense pays qui a été mis au service inconditionnel des États-Unis dans l'hémisphère sud et que la France tente d'utiliser comme contre-poids culturel aux États-Unis ; d'un autre côté, un pays minuscule (le Québec fait environ 1% de la population des Amériques) enclavé dans les États-Unis et que l'Europe regarde d'un œil distrait comme l'exemple patent de l'éclatement à venir ailleurs dans le monde. S'il est un pays qui doit disparaître un jour de la carte de l'Amérique, c'est bien le « 1% » ; s'il est un pays qui doit émerger un jour du magma panaméricain, c'est bien le Brésil (qui fait à lui seul plus de 20% de la population des Amériques).

Mais à y regarder de plus près, s'agit-il seulement d'une question d'échelle démographique ou toute l'Amérique n'a-t-elle pas un intérêt vital à considérer l'évolution du Québec comme le cas type auquel tous les pays de la Latino-Amérique finiront par ressembler un de ces jours. À mi-chemin entre l'assimilation par le développement et la survie par irrédentisme, le Québec ne se distingue-t-il pas surtout par une espèce de grossissement géopolitique (l'Amérique « franco ») faisant de sa position précaire la garantie même de son

existence ? Si tel est le cas, le Brésil est plus lié qu'il ne peut sembler de prime abord à ce « Québec-du-un-pour-cent », et l'émergence de l'un n'est sans doute pas possible sans la permanence de l'autre.

Depuis quelque temps, le Québec a tenté de repenser sa politique internationale tout en invitant les Québécois à « l'ouverture sur le monde extérieur ». Évidemment, avec le taux de bilinguisme qui caractérise le Québec, il est peu de pays au monde aussi ouverts sur l'extérieur mais, quoi qu'il en soit, c'est surtout d'une réappréhension de la politique commerciale du Québec vis-à-vis des États-Unis qu'il a été question. Et l'établissement de nouveaux liens avec les États-Unis n'est venu qu'officialiser des rapports géographiques qui existent depuis toujours. Mais le Québec appartient aussi à toute l'Amérique. Or, outre ses délégations à Caracas et à Mexico, le Québec a-t-il une politique panaméricaine ? D'une certaine façon, on peut avancer que la décennie 1970 aura été pour le Québec celle de son « ouverture » à l'Europe (et, par extension de l'Europe coloniale, à l'Afrique) ; « l'ouverture du Québec à l'Amérique » sera-t-elle l'apanage des années 1980 ? Dans une telle perspective, il est impossible pour le Québec d'avoir une politique panaméricaine sans passer par le Brésil.

Le Brésil n'est ni un autre Mexique ni un autre Venezuela. Le Brésil représente en effet une Amérique plus que latine avec ses dieux africains faisant leurs prières avec les transnationales au son de la samba ; quant au Québec, avec, entre autres choses, ses vêtements protocolaires britanniques qui décorent l'Assemblée nationale, il est difficile de savoir de quelle Amérique latine du Grand Nord il s'agit. En fait, il importe plutôt de savoir quelle est la nature des liens et quels types de rapports le Québec a un intérêt inévitable à établir avec les pays américains. Dans une allocution prononcée au Congrès interaméricain sur l'entreprise privée qui se tenait à Montréal à la mi-septembre 1982, Jacques-Yvan Morin déclarait alors (en espagnol) aux délégués :

Après avoir fait œuvre de pionnier dans la découverte et le développement de l'Amérique du Nord aux XVII^e et XVIII^e siècles, le Québec est désormais en mesure, après deux siècles de croissance, de participer au développement économique de la partie sud de notre double continent, où des affinités d'histoire, de peuplement et de culture nous appellent désormais.

[...] Vous serez à même de vivre pendant quelques jours cette différence que nous représentons sur ce continent où une collectivité d'hommes et de femmes a réalisé une synthèse originale entre une culture latine et un environnement anglophone. Nous pouvons et nous voulons assumer notre rôle, si modeste soit-il, de pays charnière entre les Amériques hispanophone, anglophone et francophone [...]

Et un peu plus tôt, il avait dit dans son discours, en français cette fois :

Nous pouvons vous proposer une expérience originale... nous avons ici des ressources naturelles nombreuses... Je ne veux mentionner que nos réalisations, que beaucoup qualifient de remarquables, dans le domaine de l'hydroélectricité; or, vous avez également un immense potentiel d'énergie hydroélectrique non exploité dans les vastes régions d'Amérique du Sud, qui représente plus de 20% des réserves mondiales.

N'y a-t-il vraiment que cela ? Serons-nous partis d'aussi loin, pour employer une expression consacrée, que pour « être désormais en mesure, après deux siècles de croissance » de participer à l'aménagement d'autres Baie-James en Amazonie, tout en regardant nous aussi d'un œil distrait les génocides autochtones qui s'y accomplissent ? Décidément, « cette différence » se met à jouer rapidement le jeu de la ressemblance dès qu'elle entre dans le concert international. Les relations Québec-Amérique seront-elles celles de langoustes apatrides se mouvant entre les eaux transnationales diffractées par New York ou Paris ? Ou alors le Québec n'apportera-t-il pas, pour la première fois de son histoire, sa version et sa vision du fait américain ? *

Université du Québec à Montréal

* Je remercie Henri Dorion des commentaires qu'il m'a fait suivre après la lecture de ce texte et je remercie Anne-Marie Brousseau d'avoir réussi à transcrire un texte rempli de ratures. (J.M.)